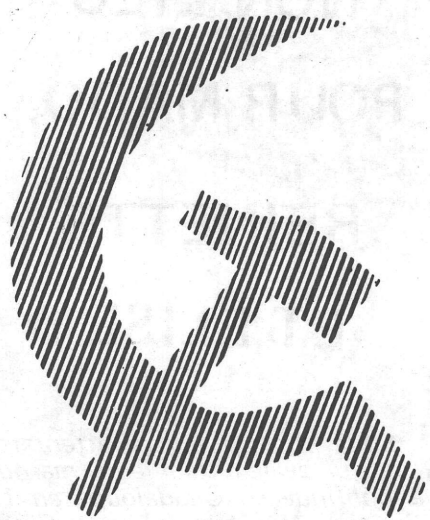




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 10 NOVEMBRE 1984

N° 275

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F

Editorial

AVERTISSEMENTS ET MENACES !

Une menace de licenciement a plané sur les travailleurs des PTT. Au bureau central de Pointe-à-Pitre, c'est 20 auxiliaires qu'on voulait licencier.

Pour l'instant, la réaction immédiate des travailleurs a obligé la direction à reculer. Mais pour tous les travailleurs de Guadeloupe et Martinique, il s'agit d'un nouvel avertissement. Tout comme les notes comminatoires qui circulent dans les services publics et qui viennent en droite ligne des ministères parisiens, tout comme les manœuvres actuelles du ministère des DOM pour baisser les salaires des fonctionnaires.

Il ne s'agit plus ni de suppositions ni d'hypothèses. L'Etat patron procède à des essais, il teste notre capacité de réagir. L'exemple de la tentative de licenciement des 20 auxiliaires des PTT de Pointe-à-Pitre, est clair. Les hésitations de l'Administration sur le problème de la baisse des salaires des fonctionnaires montrent que ces gens-là n'ont pas encore décidé de nous attaquer réellement de front. Mais il est sûr qu'ils cherchent le moyen de le faire.

Le gouvernement a beau se prétendre de gauche, il est au service des intérêts capitalistes, et à tous les échelons. Ainsi, à Fort-de-France, la municipalité PPM ne s'est pas solidarisée avec les éboueurs, mais a fourni une porte de sortie à l'entreprise Figuières. La municipalité utilisera l'argent d'autres travailleurs (les contribuables) pour éviter à une entreprise capitaliste d'avoir à assumer les charges qui lui reviennent.

Restrictions dans les services publics, baisses de salaires, licenciements des non-titulaires, tel est le programme du gouvernement Mitterrand-Fabius. Il faut tenir compte des avertissements que nous recevons. Il faut nous organiser pour enrayez les attaques qui se préparent contre nous. Car celles-ci seront de grande envergure. L'Etat-Patron a choisi délibérément de ne pas s'attaquer aux gros possédants, de respecter la fortune des riches, de poursuivre la même politique que la droite autrefois au pouvoir, et de nous faire payer, à nous travailleurs les difficultés économiques créées par la crise.

Comment réagir ? L'exemple des travailleurs du bureau Central des PTT de Pointe-à-Pitre, est instructif. Dès que les travailleurs des PTT ont appris la nouvelle du licenciement, ils se sont rapidement organisés, consultés, et ont déclenché une riposte immédiate. Signalons d'ailleurs que les syndicats sont entrés dans le mouvement après le déclenchement de la grève par les travailleurs, ceux-ci avaient déjà pris

suite page 2

Martinique :

VICTOIRE DES EBOUEURS DE L'ENTREPRISE

FIGUIERES : seule la lutte paie

Les travailleurs qui ramassent les ordures de l'agglomération de Fort-de-France - Schœlcher ont mis fin avec succès à leurs deux semaines de lutte ! Ils ont obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications.

C'est le Mercredi 17 Octobre que les travailleurs de l'entreprise Figuières chargée du nettoyage des rues à Fort-de-France et à Schœlcher, ainsi que du ramassage des ordures ménagères, sont entrés en grève illimitée.

Ils avaient auparavant entrepris avec le patron, des négociations qui échouèrent.

Ils exigeaient que la prime de salis- sure des ouvriers du garage passe de 5 à 15 %, que leurs salaires soient garantis à 100 % en cas de maladie ou d'accident de travail, que la prime d'ancienneté actuellement plafonnée à 15 ans le soit à 21 ans, et que le prix des trois vêtements de travail non perçus en 1983

leur soit versé.

Le patron de son côté déclarait ne pouvoir concéder qu'une prime de 10 % pour les ouvriers du garage; que 90 % du salaire en cas de maladie ou d'accident de travail, sous prétexte que c'est ce que la loi accorde, tandis que pour la prime d'ancienneté, il se disait tenu à un plafond de 15 ans, car c'est ce qui est pratiqué par la municipalité de Fort-de-France dont son entreprise dépend, et il refusait de leur payer le prix des vêtements dus pour l'année 1983, en disant qu'il n'était pas responsable du fait que l'entreprise «Madras-Confection» à qui il les avait commandés n'avait pas été en mesure de les livrer dans les délais convenus.

Mais les employés ne se laissant pas impressionner par ses arguments, manifestèrent leur volonté de faire grève jusqu'à ce qu'il cède.

Afin de priver les grévistes du sou-

tien de la population, Figuières alla pleurer sur les ondes de «RFO», que ses employés avaient de bons salaires et que leurs revendications étaient exagérées. Quand les grévistes vinrent rétablir la vérité avec leurs fiches de paie comme preuve, on ne les laissa pas s'exprimer à l'antenne. Mais les déclarations mensongères de Figuières, pas plus que la menace de l'intervention de l'armée pour briser la grève, dont le bruit courait, n'entamaient le moral des grévistes toujours décidés à tenir jusqu'au bout.

Le Mercredi 24 Octobre, sous l'arbitrage de l'inspection du travail, de nouvelles négociations ont eu lieu à la préfecture. Figuières n'est pas venu lui-même, il y envoya des cadres de la direction de son entreprise avec mandat de renouveler les propositions qu'il avait déjà faites. Donc, au bout de quatre heures, la «Confédération syndicale des

Suite page 2

L'ASSASSINAT D'INDIRA GANDHI

UN EPISODE SANGlant SUIVI DE LA MORT DE MILLIERS DE PAUVRES



Plus de 2000 morts dénombrés et des dizaines de milliers de blessés, tel était le bilan de l'affrontement entre les communautés sikh et hindoue à la suite de l'assassinat de Indira Gandhi par trois Sikhs faisant partie de sa garde personnelle.

L'assassinat de ce chef d'état par des représentants de la communauté sikh, n'est pourtant pas un nouvel épisode de la lutte que se livrent depuis plusieurs années la bourgeoisie indienne dominante, et la bourgeoisie sikh. Cette lutte a pris un tour ouvert et violent de-

puis quelques mois. Mme Gandhi avait réprimé violemment des mouvements religieux sikh en faisant intervenir l'armée.

C'est cette brutalité que lui ont fait payer ses assassins.

Mais le problème posé par le désir de séparation de la bourgeoisie sikh n'est pas réglé. Celle-ci est minoritaire, mais depuis la période coloniale a toujours bénéficié d'une position privilégiée dans l'appareil d'état indien, et en particulier au sein de l'armée. Aujourd'hui, elle aspire à diriger de façon indépendante l'état du Pendjab où les Sikhs représentent un peu plus de 50 % de la population. Cet état est considéré comme l'un des greniers à blé de l'Inde car il fournit au gouvernement de l'Union indienne plus de 50 % des réserves fédérales de céréales.

Au fil des années, l'opposition entre l'état central indien et les classes dirigeantes sikhs est devenue plus radicale. Certaines fractions, s'appuyant sur des particularités religieuses, ont mené, il y a quelques mois une politique d'attentats aveugles contre la communauté hindoue et aussi contre des dirigeants sikhs jugés trop modérés par elles.

Suite page 4

VICTOIRE DES EBOUEURS

SUITE DE LA PAGE 1

travailleurs martiniquais» (CSTM), qui négociait au nom des travailleurs, n'ayant pas modifié ses positions, la situation demeurait inchangée.

Le lendemain, le préfet Chevance annonçait que si avant la fin de la semaine aucun accord n'était obtenu, il ferait intervenir l'armée pour ramasser les ordures car les risques d'épidémie devenaient sérieux en ville. C'est ce qui se passa le Vendredi 26. Ce jour là, on vit des militaires assistés d'employés municipaux, et équipés de pelleteuses ramasser les ordures. Cet événement fit croire à bien des gens que la grève allait finir et que les grévistes avaient perdu. C'était se tromper sur la tenacité des employés à faire aboutir leurs revendications, d'autant plus que le dimanche matin, une émission sur «Radio Caraïbe» au sujet de cette grève des éboueurs

et où les gens purent intervenir par téléphone, prouva que la population leur était favorable. La CSTM elle-même donna une semaine de délai à Figuières avant de mettre toutes ses sections en grève. Si pas plus la direction que les employés en lutte ne voulaient céder, le conflit semblait donc devoir s'éterniser.

Figuières avait organisé une conférence de presse pour le mardi 30 Octobre, mais le jour venu, il refusa de s'y rendre à cause de la présence des grévistes sur les lieux. Il déclara néanmoins à la presse, que son entreprise avait récemment augmenté sa masse salariale de 21,5 %, elle ne pouvait pas en supporter davantage. Il continuait donc à avoir un langage pleurnichard en direction de la population qu'il tentait d'attirer sur son sort, et d'une fermeté arrogante à l'encontre des travailleurs qu'il voulait faire capituler.

Cependant, les grévistes ne se laissaient toujours pas impressionner, et ils avaient raison puisque le Mercredi 31, la municipalité de Fort-de-France participait aux nouvelles négociations et permettait que toutes leurs revendications soient satisfaites en volant au secours de l'entreprise Figuières.

Cette municipalité qui se prétend de gauche, mettra fin au conflit en prenant à sa charge le coût de la satisfaction des revendications sur lesquelles Figuières refuse de céder. C'est à dire que la municipalité le met sur le dos des contribuables, afin bien entendu que Figuières n'ait pas à entamer ses profits.

Quoi qu'il en soit, rien n'est ôté au mérite des éboueurs qui une fois de plus ont prouvé que «face aux patrons seule la lutte paie».

POUR MADO, REINETTE ET ELISE

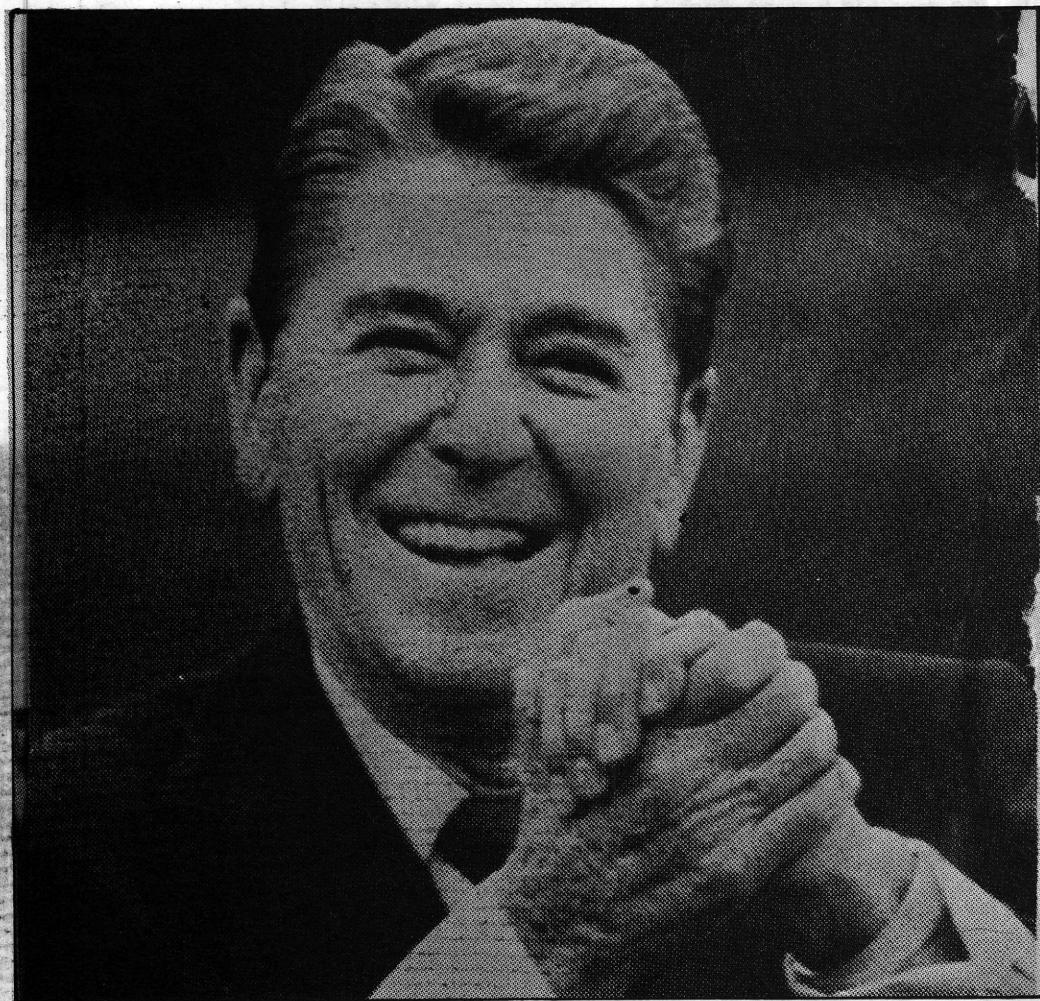
Suite aux premiers attentats du GLA qui avaient d'ailleurs marqué la vie politique en Guadeloupe en 1980, J.C. Mado, L. Reinette et R. Elise restaient encore sous le coup d'une inculpation. La Justice a finalement pris position et l'affaire s'est terminée par un non lieu.

Une telle décision est conforme au fait que pour tous les autres militants inculpés en 1981 Litterrand avait accordé une amnistie lors de sa venue au gouvernement. Toutefois la mort d'un artificier chargé de désamorcer une bombe au Raizet avait été invoquée pour expliquer le sort particulier fait à Mado, Reinette et Elise.

USA :

ELECTIONS AMERICAINES

Reagan garde le même rôle pour quatre ans



Aux Etats Unis, c'est Ronald Reagan qui a été réélu, sans surprise, puisque tous les sondages annonçaient déjà qu'il était largement en tête. Il a obtenu la majorité des voix exprimées dans 49 états américains sur 50.

C'est donc le langage plus «dur» du candidat républicain, sa volonté de présenter une «Amérique forte» dans cette période de crise qui a fait le plein des voix des électeurs conservateurs américains, au détriment du candidat démocrate Walter Mondale.

Mais mise à part la différence de langage, quelle autre différence peut-il

y avoir pour les travailleurs américains entre un président républicain et un président démocrate ? Mondale comme Reagan aurait été un président au service des capitalistes américains, tout prêt à servir leurs intérêts en agissant contre ceux des travailleurs.

Sous la présidence de Reagan, le niveau de vie des travailleurs a baissé, des allocations ont été réduites pour les plus pauvres, les cadences dans les usines ont augmenté, et il y a eu de nombreux licenciements. La vie est devenue plus difficile pour la classe ouvrière, alors que du côté des capitalistes, cela va mieux ; tout le monde parle de la «prise américaine».

Mais il est fort probable que dans ce domaine, Mondale aurait agi comme Reagan, en s'en prenant aux travailleurs pour permettre aux capitalistes de maintenir leurs profits, car cette pratique est valable dans tous les pays capitalistes, y compris lorsque comme en France, le président se prétend non pas «démocrate», mais «socialiste» !

Pour ce qui est de la politique extérieure des Etats-Unis, le langage tenu par Reagan à l'URSS est plus dur, celui de Mondale aurait été un peu plus souple, mais à cette différence près c'est toujours le budget de l'armement qui occupe la première place, et l'occupait déjà au temps de la présidence du démocrate Jimmy Carter.

De même vis à vis des pays d'Amérique Centrale où se développent des guérillas contre les dictatures en place, les propos tenus auraient été différents, mais cela n'aurait pas empêché Mondale comme Reagan de soutenir des dictatures au Salvador et au Guatemala.

Car en fait, quel que soit le président choisi par les électeurs, les intérêts des capitalistes qui détiennent le vrai pouvoir restent les mêmes. Et le programme ou la personnalité du chef d'Etat ne change rien à l'affaire. Il s'agit surtout de faire payer la crise économique aux travailleurs, de commander des armes aux capitalistes et d'en vendre à l'étranger.

Le choix proposé aux Américains, entre démocrates et républicains, entre Mondale et Reagan, était donc un faux choix. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux se détournent des élections, puisqu'en général, le taux d'absentéisme tourne autour de 50 %. Ces abstentions au moins en partie, traduisent le sentiment que d'une manière ou d'une autre, Républicain ou Démocrate, cela ne changera pas grand chose.

Suite de l'éditorial

tout seuls les dispositions nécessaires pour mener leur lutte. Ce fait a d'ailleurs convaincu la direction de la détermination qui était celle des grévistes.

Nous n'avons pas à attendre d'avoir le dos au mur pour riposter. Toute tentative, toute manœuvre venant des patrons et de l'Etat patron doit nous pousser à nous mobiliser avant que la menace ne devienne effective. Nos forces à nous, travailleurs, sont intactes. Si nous faisons preuve de hardiesse, de détermination, si nous dirigeons nos luttes nous mêmes, il n'est pas sûr du tout que l'Etat et les capitalistes parviennent à nous imposer leur politique.

PROPHETE OU EXPLOITEUR ?

Ce mercredi comparaisait Michel Garniette, le dit prophète qui défraya la chronique lorsque, il y a quelques mois, son opération fut dévoilée au grand public. Garniette, avec, du moins pendant un certain temps, la complicité de son fils, s'est installé avec plus d'une dizaine d'épouses dont une partie dûment salariée lui remet intégralement son salaire. Une affaire qui rapporte gros ! Et tout cela sous des dehors «au dessus de tout soupçon». Dieu ne lui a-t-il pas, lui même, confié le soin de s'occuper de toutes ces femmes, de se servir de leur argent et de leur faire effectuer un retour à la terre ! Tout était parfait jusqu'à ce que l'une d'entre elles se révolte, jusqu'à ce que le propre fils du «prophète» n'en vienne lui-même à dénoncer le «sale» travail que son père lui demandait de faire pour trouver ou pour conserver ces femmes. Bien sûr la dizaine d'épouses dont certaines ont abandonné parents, quelquefois mari et enfants, pour suivre le prophète disent qu'elles ne souhaitent pas d'autre vie que celle de «femme de prophète». Aujourd'hui, il est difficile pour elles de faire un autre choix et d'oser affronter un autre univers. Pourtant, une de ces femmes accuse le «prophète» d'extorsion de fonds, de violence avec préméditation, et de subornation de témoins. On le voit, la religion mène à tout !

PIT Pointe-à-Pitre Principal :

la mobilisation rapide des travailleurs fait reculer une menace de licenciement des auxiliaires

Après deux jours de grève, les postiers de Pointe-à-Pitre principal ont obtenu que 20 de leurs camarades auxiliaires menacés de licenciement soient maintenus à leurs postes. Dix parmi ces travailleurs menacés ont 6 ans d'ancienneté, les autres plus de 3 ans. Les négociations vont maintenant se poursuivre en vue d'obtenir leur titularisation.

En fait le mouvement est parti de la distribution du courrier où il y a 11 auxiliaires. Les employés de ce service ont décrété qu'ils refusaient le licenciement de leurs camarades. Les autres services eux aussi concernés par le licenciement de 9 auxiliaires se sont joints au mouvement, ce qui a donné plus de force au mouvement des postiers contre le licenciement des auxiliaires. Ils ont donc obtenu le maintien à leurs postes de 20 auxiliaires.

Les postiers de Pointe-à-Pitre ont trouvé la bonne voie pour lutter contre le licenciement des auxiliaires et contre la dégradation de leurs conditions de travail.

GREVE A K DIS POINTE A PITRE : quand les travailleurs obligent la direction à ravalier ses menaces !

Du mercredi 31 octobre au mardi 6 novembre au matin, les employés du supermarché K-Dis de Pointe-à-Pitre ont fait grève pour exiger la réintégration d'un de leurs camarades.

Le directeur de cet établissement voulait en effet licencier ce travailleur car il l'avait trouvé en train de manger du fromage dans du pain et... il le soupçonnait d'avoir pris ce morceau de fromage dans le stock du magasin.

De Reynal est connu par les employés pour être particulièrement «mauvais». Mais là, c'en était trop.

Ainsi, chaque jour, après avoir été se renseigner auprès du directeur sur ses intentions, les employés arrêtaient le travail, tout en restant à l'intérieur du magasin.

Mardi matin, alors que le directeur s'apprêtait à essayer de faire signer un papier par des employés qui soi-disant

voulaient reprendre le travail, la totalité des employés sont montés dans son bureau, en blouse de travail.

Effectivement ! Ils voulaient reprendre le travail, et venaient signer tous ensemble la liste de De Reynal. Mais ils voulaient rentrer avec leur camarade. Et les employés ne se sont pas gênés pour le faire savoir avec force au directeur.

Après 15 minutes de tergiversations, celui-ci décida de faire machine arrière.

Il infligea quand même huit jours de mise à pied à l'employé qu'il avait décidé de licencier auparavant, ce qui est proprement scandaleux.

Mais, l'ensemble des employés estimait qu'ils avaient gagné, car au départ, de Reynal avait assuré hautement qu'il ne reviendrait pas sur sa décision. Leur détermination l'a fait reculer.

Guadeloupe : Ets Reynoird : grève d'avertissement pour l'augmentation des salaires

Samedi matin, l'ensemble des employés des grandes surfaces faisant partie de la chaîne des Ets Reynoird ont observé des arrêts de travail.

Ce mouvement était décidé pour soutenir ceux de Gourmet Shop en grève depuis trois semaines, mais aussi pour donner un avertissement à la direction des Ets Reynoird qui s'entête à vouloir imposer des salaires très bas dans ce secteur.

En effet, dans le cadre des rencontres entre syndicat et patronat qui ont eu lieu récemment, le syndicat MASU demandait un nouveau réajustement des salaires en fonction de la hausse des prix.

Les patrons, eux, proposeraient 1% d'augmentation seulement, disant qu'ils entendent appliquer strictement les recommandations du gouvernement en matière de salaires.

Une nouvelle rencontre devait avoir lieu entre syndicat et patronat le mercredi 7 novembre. A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas ce qu'il en ressort.

Une chose est sûre, c'est qu'en participant massivement à la grève d'avertissement du 3 novembre les employés des grands magasins Reynoird, ont déjà montré, eux, qu'ils n'entendaient pas laisser la direction régler ce problème à sa guise.

GOURMET SHOP DE ST MARTIN : la direction a reculé

Les employés du Gourmet-Shop de Saint-Martin en grève depuis le 11 octobre, ont repris le travail le lundi 5 novembre.

Le directeur de ce supermarché de la chaîne des Ets Reynoird voulait licencier deux de leurs camarades et de plus, il avait déposé des plaintes contre eux. Les travailleurs ont obtenu le retrait

des plaintes contre les deux employés et la réintégration d'un des leurs.

Bien sûr, ils n'ont pas gagné totalement.

Mais ils ont au moins fait savoir à ce directeur qui se comporte comme un petit potentat dans ce magasin de Saint-Martin, qu'ils ne sont pas prêts à accepter ses injustices sans riposter.

Un groupe de Haïtiens tente, à partir de la Guadeloupe, une action contre le régime pourri de Duvalier

Vendredi 2 novembre un groupe de sept exilés politiques haïtiens était interpellé par la gendarmerie française. Embarqués à Pointe-à-Pitre, ils se trouvaient alors sur un voilier, qui devait prendre le départ à Saint-Barthélemy. Des armes et des munitions auraient été saisies comme leur appartenant. Le gouvernement français, par la bouche de ses représentants locaux peut se vanter d'avoir stoppé une action contre la dictature sanglante qui règne en Haïti. En effet il semble que les sept hommes en question avaient l'intention de tenter un débarquement en Haïti, après avoir rejoint un autre groupe de combattants à Miami.

Ainsi le gouvernement français peut, en paroles, fustiger la dictature haïtienne, il montre, lorsque le problème se pose à lui, qu'il préfère empêcher la réalisation d'une action contre ce régime. Et le gouvernement français se donne les moyens de protéger le dictateur. Non seulement les sept combattants interpellés ont été gardés à vue 48 heures et ont probablement été interrogés de façon détaillée par la police française, mais encore il a fait opérer des perquisitions dans le milieu des exilés haïtiens en Guadeloupe pendant les jours qui ont suivi l'arrestation à Saint-Barthélemy.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement français manifeste sa volonté de ne pas tolérer que des actions

partent de territoires qu'il contrôle vers Haïti. En mai dernier, il avait mis fin à l'entraînement militaire qu'une quarantaine de Haïtiens menaient afin de préparer une action contre Duvalier. Ils avaient été expulsés. Quelques uns d'entre eux n'avaient pas trouvé de pays d'accueil et avaient pu rester en Guadeloupe malgré l'arrêt d'expulsion pris contre eux. Les exilés arrêtés à Saint-Barthélemy seraient, pour une partie d'entre eux, parmi ces derniers.

Ces différentes tentatives font apparaître l'existence de plusieurs tendances anti Duvaliéristes. Les quarante du camp de Saint Martin se regroupaient autour de Bernard Sansaric connu pour une première tentative de débarquement à l'île de la Tortue en 1982. Le porte parole du groupe de cette semaine était, jusqu'à récemment, considéré comme le représentant en Guadeloupe du groupe de Leslie Manigat, le Rassemblement national démocratique et progressiste. Cependant Leslie Manigat, de Caracas, a lancé un désaveu contre le groupe interpellé le 2 novembre dernier. Il déclare que «l'impatience, même légitime, ne doit en aucun cas tomber dans l'aventurisme». L'organisation de L. Manigat tient à se montrer modérée et responsable dans la lutte contre Duvalier. Mais lorsqu'on sait le sort cruel, la misère, imposés aux pauvres d'Haïti par une poignée de bourgeois, on comprend que certains se montrent «impatients».

GPE : Echos

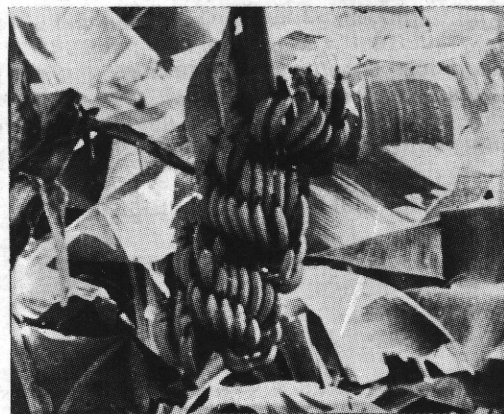
des bananeraies

J-L BUTTEL GAGNE GROS SANS JOUER AU LOTO

Une camarade a deux de ses enfants qui viennent travailler sur la plantation les jours de coupe. Au moment de la paye, Buttel retient les montants des cotisations sociales sur les salaires de ces jeunes, mais dit ne pas pouvoir les déclarer à la caisse de Sécurité Sociale.

Ainsi il économise la cotisation patronale et empoche celles retenues sur les salaires des deux jeunes.

C'est une opération qui rapporte gros à Buttel au bout d'un certain temps. Comme cela, il n'a pas besoin de jouer au Loto pour accroître sa fortune.



BLONDINIÈRE : TROP C'EST TROP !

Depuis quelque temps les camarades femmes qui autrefois ne faisaient que mettre les «cirés» sont obligées aujourd'hui de faire trois opérations au lieu d'une : à savoir «dégager» les régimes, mettre les «cirés» et faire le recensement. Cette dernière tâche en particulier était effectuée par les nommes. En conséquence cela supprime du travail pour les hommes donc leur fait perdre des journées de salaire. Pas étonnant que Buttel ne veuille donner que 2 à 3 jours de travail par semaine à ces camarades.

Avec la situation de crise qui sévit les patrons cherchent par tous les moyens à aggraver nos conditions de travail, et donc à accroître leur fortune sur notre dos. A nous de dire quand trop c'est trop.

Echos de l'aéroport

GADELOUPE :

AVIATION CIVILE : LA GREVE DU 25 LARGEMENT SUIVIE.

La grève générale des fonctionnaires du 25 octobre, à laquelle le syndicat CGTG appelait à se joindre, a été largement suivie à l'Aviation Civile.

En effet, le bureau de piste était totalement fermé pour 24 h, tous les employés administratifs présents étaient eux aussi en grève.

Il est dommage que les contrôleurs et ESA, croyant n'avoir pas encore le droit de grève, n'aient pas suivi le mouvement alors que leurs collègues de France l'ont fait. Gageons qu'ils sauront faire usage de ce droit, aussi limité soit-il, lors d'un prochain mouvement.

En tous cas, cette journée, bien qu'elle soit insuffisante pour contraindre le gouvernement à changer de politique, n'aura pas été inutile. Elle aura montré que les travailleurs de l'Aviation Civile sont prêts à se mobiliser pour défendre leurs droits.

AVIATION CIVILE : LES OUVRIERS D'ETAT SOLIDAIRES

Lors de cette grève du 25, les ouvriers d'état, bien que n'étant pas fonctionnaires et donc pas intéressés directement par les revendications, se sont joints au reste du personnel le 25 au matin.

Ce geste de solidarité est à souligner, les fonctionnaires et assimilés auront à s'en souvenir lorsque les ouvriers entreront en lutte sur leurs propres revendications, qui traînent depuis longtemps.

METEO : LE 25, GREVE TOTALE

C'est dès le 24 octobre au soir que nous avons cessé le travail, pour ne reprendre que le 26 au matin, suivant en cela les consignes des trois syndicats présents à la météo.

Cette journée d'action a donc été un succès quant à la façon dont elle a été suivie.

Peut-être aurions-nous dû en profiter pour nous réunir et examiner l'ensemble de nos revendications.

Et tous cas, nous avons montré sans contester que nous pouvions entrer en action dès que nous y étions décidés, ceci est un avertissement à l'égard de l'état-patron.

L'ASSASSINAT

D'INDIRA GANDHI

L'armée indienne est intervenue de plus en plus massivement contre les sikhs. Et en juin dernier, plusieurs milliers de soldats sikhs des états avoisinant le Pendjab, se sont mutinés pour aller prêter main forte aux forces nationalistes.

C'est pour mater ce mouvement qui se développait que le gouvernement d'Indira Gandhi avait décidé de prendre d'assaut le Temple d'Or d'Amristar, principal lieu saint de la religion sikh, dans lequel s'étaient retranchés les partisans du chef religieux le plus radical.

L'intervention féroce de l'armée indienne avait fait plusieurs centaines de morts parmi les combattants sikhs, suscitant une grande colère, parmi la communauté sikh toute entière.

Aujourd'hui, les dirigeants de cette communauté se sont vengés en assassinant Mme Gandhi.

Dans le climat de misère extrême et de tension accrue par l'approche des élections générales qui doivent se dérouler en 1985, il n'est pas étonnant que de tels faits donnent lieu à des affrontements violents entre les communautés sikh et hindoue et que des milliers de pauvres en soient les victimes.

INDIRA GANDHI : DICTATEUR DE LA «GRANDE DEMOCRATIE INDIENNE»

Indira Gandhi était premier ministre de l'Union indienne depuis 1966. Elle avait succédé à son père Néhrù, et dirigeait également le grand parti indien du Congrès.

Ce parti est, actuellement encore dirigé par l'aristocratie brahmane (caste des privilégiés par excellence). Il a toujours représenté les intérêts des classes dirigeantes indiennes.

Il s'est trouvé à la tête de la lutte pour l'indépendance, et des millions

d'Indiens pauvres ont peut-être vu en lui le parti qui les débarrasserait de l'exploitation en même temps que la soumission au colonialisme anglais. Mais, là encore, il défendait les intérêts des nouvelles classes bourgeoises indiennes (contre l'invasion des produits anglais par exemple) et non pas ceux des centaines de millions de pauvres.

D'ailleurs, la situation de ces couches pauvres loin de s'améliorer, s'est considérablement aggravée au fil des années.

Pendant plus d'un siècle, le colonialisme anglais a saigné à blanc la plupart des régions de l'Inde. La petite économie qui permettait à un certain nombre d'artisans, de paysans, de vivre, malgré le poids toujours immense des classes dirigeantes de l'époque, a été désorganisée et anéantie.

Après l'indépendance en 1947, les

anciennes classes dirigeantes, les maharajahs et autres potentats locaux ont gardé toute leur puissance et leurs privilèges, même lorsqu'elles se sont ralliées au nouveau pouvoir indien tardivement. Elles ont conservé une richesse insolente acquise en continuant d'expulser les paysans des terres qu'ils cultivent en s'appropriant le travail de véritables serfs comme au Moyen Age.

A l'exploitation des anciennes classes dirigeantes traditionnalistes, est venue s'ajouter celle d'une bourgeoisie d'affaires, qui voulait développer la machine économique, selon des procédés plus modernes mais qui est tout aussi avide de richesses et de privilèges.

Ce sont ces deux tendances principales, qui, depuis de nombreuses années se partagent l'influence au sein du parti du Congrès que dirigeait Indira Gandhi.

Cette dernière, comme son père Néhrù, était plus proche de la bourgeoisie moderne et a eu à s'opposer parfois violemment aux représentants des classes dirigeantes plus traditionnalistes.

Une telle opposition a suffi à certains journalistes des pays occidentaux pour tenter de la présenter comme une femme d'état dure certes, mais «progressiste».

Il faut dire que Indira Gandhi faisait partie des chefs d'état qui se soucient de soigner leur image de marque, à l'extérieur.

Au cours des voyages qu'elle faisait dans les capitales des pays occidentaux, elle prononçait souvent des discours sur le désarmement, contre la guerre atomique ou pour la paix.

Cela ne l'empêchait pas dans le même temps, de consacrer une part importante du budget de l'état indien au renforcement, en nombre et en équipement très moderne, de son armée. Et elle faisait régulièrement appel à cette armée pour défendre les intérêts des classes riches indiennes, en particulier contre toute explosion des pauvres en colère et contre les tendances séparatistes naissant dans différents états de l'Union Indienne.

De 1966 à 1984, avec une petite éclipse politique entre 1977 et 1980, elle a maintenu son pouvoir envers et contre tous. Par la corruption ou la fraude électorale, au sein même de son parti, contre d'autres fractions des classes dirigeantes. Par la mitraille et la prison lorsqu'il s'agissait de mater des pauvres, paysans comme au Bengale en 1967, ou mineurs en grève en 1978, par exemple.

C'est cette image d'une femme chef d'état, décidée et courageuse pour défendre sa classe, celle des riches, au détriment de près de 600 millions de pauvres, d'hommes, de femmes, d'enfants, vivant dans le dénuement le plus total que laissera Indira Gandhi.

SECHERESSE EN ETHIOPIE : DES DIZAINES DE MILLIERS DE MORTS

L'Ethiopie est à nouveau touchée par la sécheresse. Et dans ce pays qui est parmi les 5 plus pauvres du monde, sécheresse signifie famine, signifie la mort de milliers d'hommes. Actuellement, 6 à 7 millions de personnes seraient touchées par la sécheresse. Selon des organisations humanitaires, six mille à sept mille Ethiopiens meurent de faim chaque jour. En 1974, la sécheresse avait déjà fait deux cent mille morts. En 1983, la sécheresse avait encore frappé.

Il ne s'agit donc pas d'une situation nouvelle ni surprenante dans le pays. Périodiquement, la sécheresse frappe, et fait son comptant de centaines de milliers de morts.

Ce pays pauvre, sous développé, féodal, fut soumis au régime monarchique de Haïlé Sélassié. Il est depuis 1974 sous domination militaire et

est aujourd'hui dirigé par le colonel Mengistu Haïlé Mariam. Celui-ci s'est rapproché de l'URSS, mais le niveau économique est resté des plus bas. Rien n'a changé pour la population. La principale ressource économique est l'agriculture, qui représente 50 % du Produit National Brut. L'Ethiopie est le 6ème producteur mondial de café, culture destinée à l'exportation.

La population, elle, se nourrit de sorgho, cultivé sur place, et aussi grâce à l'élevage, qui est relativement développé. Mais il suffit d'une sécheresse pour que des régions entières soient désertifiées, et que les bêtes meurent. La population de ces régions connaît alors la famine. Car le type d'agriculture des pays sous-développés est extrêmement précaire et soumis à tous les aléas climatiques.

Face à ce drame qui se déroule en

Ethiopie, les pays riches envoient quelques dollars et des vivres. Les Etats Unis, la CEE y vont de leur aide, qui donne peut être bonne conscience à certains, mais en tout cas est nettement insuffisante, puisque des milliers d'hommes continuent à mourir chaque jour, et que périodiquement la même tragédie se répète.

Les pays riches, après avoir pillé le Tiers Monde, lui font un peu la charité quand la situation y devient trop atroce.

Mais cette prétendue «aide» est donc pure hypocrisie. C'est le pillage de l'Afrique par les trusts impérialistes qu'il faut arrêter.

Cela, c'est la révolte, le soulèvement conscient des peuples africains qui y mettront fin un jour.

BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL COMBAT OUVRIER

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER (1) pour une période de 6 mois :

Guadeloupe 50 F
Martinique : 50 F
France : 70 F

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pour une période de 1 ans :

Guadeloupe : 100 F
Martinique : 100 F
France : 140 F

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque adressé à :

Gérard BEAUJOUR
BP. 214 POINTE-A-PITRE CEDEX

(1) Rayer les mentions inutiles.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728